

Une politique environnementale sans frontières

Le rêve d'une économie verte donne des ailes : une gestion efficace des ressources, peu d'émissions néfastes et la capacité de nourrir la population mondiale. Tel doit être l'objectif de l'économie – et c'est le cas. Des recettes politiques avant tout nationales ne sont pas la panacée pour gérer ces défis mondiaux.

À l'heure actuelle, la Suisse joue le rôle de modèle : au cours de ces dernières années, aucun autre pays n'a su si bien à la fois croître économiquement et diminuer les émissions et l'augmentation des ressources utilisées. La clé réside dans le progrès technologique et la croissance qualitative. Pour certains, cela n'est pas suffisant. Ils souhaitent creuser cette avance, à tout prix. Dans cette optique, ils acceptent des interventions massives dans la liberté d'entreprise et dans le libre choix des consommateurs, de même qu'ils mettent en jeu délibérément la capacité d'innovation et la compétitivité de l'économie. Avec le même élan, ils s'attèlent à de grands projets nationaux comme la révision de la loi sur la protection de l'environnement, la stratégie en matière de biodiversité ou la stratégie énergétique 2050.

Cela part certainement d'une bonne intention, mais il ne faut pas oublier que la politique nationale ne s'applique pas au-delà des frontières de la Suisse, alors que les thèmes climatiques et environnementaux sont de nature mondiale. Des recettes politiques apparemment simples apaisent certes la conscience mais leur coût est souvent élevé et leur utilité maigre. En matière de protection de l'environnement, réduire notre part aux émissions mondiales de CO₂, qui est de 0,15 %, n'est pas la mesure qui a le plus grand effet de levier. Notre contribution la plus grande vient de notre rôle de fournisseur mondial d'innovations et de technologies de pointe.